

« ENSAUVAGEMENT » : DARMANIN, APPRENTI SORCIER

Pendant plusieurs semaines « ensauvagement » est entré dans le débat public sur les chaînes d'infos, les réseaux sociaux.

L'été guerrier de Darmanin n'est pas le fruit du hasard. Soit il a jugé qu'il s'agit d'une réponse pertinente à la hauteur de l'insécurité croissante dans nos villes. Et nous savons à Chenove de quoi il parle. Soit que la soudaine croisade de Darmanin contre « l'ensauvagement » de la société – un vocable d'extrême droite dont Marine Le Pen est friande. Toute une stratégie délibérée. La « racaille » est devenue le « sauvage » dans un processus de déshumanisation qui ne fleure pas bon et qui n'est pas qu'une simple version 2020 des « sauvages ». Darmanin et par là-même Macron savent parfaitement où ils mettent les pieds.

Cette stratégie vise à siphonner une droite et une extrême droite par une surenchère sécuritaire en croyant leur couper l'herbe sous le pied.

L'amalgame est aisé avec la confession musulmane et par extension les habitants des quartiers populaires, des territoires vulnérables.

D'autant plus que toutes les études montrent que l'insécurité s'affirme comme une préoccupation très forte chez les Français, notamment chez les plus de 60 ans ainsi qu'une demande d'autorité, de protection et d'ordre.

Pour nous, les réponses progressistes existent. L'insécurité n'est pas qu'un ressenti mais une réalité douloureuse. Elle mine d'abord la vie des familles modestes confrontées aux incivilités, aux violences du quotidien, aux délinquants, aux trafics et aux bandes de voyous. La réponse doit être éducative, préventive, policière et judiciaire. Ce qui pose la question des moyens et des objectifs que nous nous fixons à un véritable choix de société, plaçant au cœur de notre action les valeurs de la République, la laïcité, la justice sociale.

Mais comment M. Darmanin peut-il accuser nos territoires d'être touchés par l'ensauvagement et dans le même temps rester sourd à l'appel des élus pour davantage d'effectifs de police, de moyens humains, matériels et logistiques à l'institution judiciaire ? Et demander aux polices municipales de participer à la sécurité des personnes et des biens, au maintien de l'ordre public, prérogatives de l'Etat ! Nous sommes prévenus, dans ses projets de reconquête républicaine, de police de sécurité au quotidien attendons-nous à un désengagement progressif de l'Etat et à une nécessaire implication de plus en plus grande de la commune en moyens et en effectifs.

Martino AMODEO, Président

Joëlle BOILEAU

Lhoussaine MOURTADA

Groupe « communiste, républicain, intervention citoyenne »